**Revue théorique (concept de logement, d’indicateur de logement, intégrer le document parlant des lois sur les logements)**

Pour construire un indicateur fiable de l’habitat, les chercheurs s’appuient souvent sur des méthodes statistiques qui permettent d’agréger différentes variables du logement en un seul indicateur composite. Jean-François Kobiane, dans une étude publiée dans *African Population Studies*, compare quatre méthodes : additionner simplement des scores, appliquer une standardisation inspirée de l’Indice de Développement Humain (IDH), ou utiliser des approches plus avancées comme l’Analyse en Composantes Principales (ACP) et l’Analyse des Correspondances Multiples (ACM), parfois combinée à l’ACP. Cette étude, fondée sur des données issues de l’enquête démographique et de santé (EDS) réalisée dans les années 1990 à Ouagadougou au Burkina Faso, montre que les proxys ainsi obtenus sont proches entre eux mais peu corrélés aux indicateurs classiques de dépenses, ce qui indique qu’ils évaluent plus le patrimoine (qualité physique et biens du logement) que la situation économique actuelle.

En ce qui concerne les variables, la littérature identifie généralement comme essentielles plusieurs dimensions traduisant la qualité matérielle et sanitaire de l’habitat. Parmi les plus fréquentes, on trouve la nature des murs (par exemple : briques, bois, tôle), le type de revêtement au sol (terre battue, ciment, carrelage), ainsi que le type de toiture (zinc, tuiles, chaume). À cela s’ajoutent des caractéristiques d’espace comme le nombre de pièces disponibles pour le ménage, mais aussi des installations sanitaires telles que les toilettes (toilettes aménagées ou latrines non aménagées) et les systèmes d’évacuation des eaux usées (assainissement par égout ou fosse septique). L’accès à l’eau potable est aussi un indicateur clé, de même que les sources d’énergie utilisées pour la cuisson (bois, gaz, électricité) et l’éclairage (lampes à pétrole, électricité). (Mettre la source)

La possession de biens d’équipement comme le réfrigérateur, la télévision, la radio ou le téléphone constitue également un repère majeur de qualité de vie et de conditions d’habitat, renseignant à la fois sur le patrimoine matériel du ménage et les inégalités socio-économiques. Par ailleurs, des éléments liés à l’environnement immédiat interviennent pour compléter le tableau : la gestion des déchets ménagers, la présence de végétation autour des logements, la densité d’occupation (nombre de personnes par pièce) et l’accès aux infrastructures urbaines (réseaux d’assainissement, proximité des services de santé).

Ces variables sont issues et confirmées par de nombreux rapports d’enquêtes démographiques et de santé (EDS) menées dans plusieurs pays africains, notamment au Burundi [Analyse secondaire des données de l’enquête démographique et de santé, ISTEEBU, 2018], ainsi que par les enquêtes continues réalisées au Sénégal par l’Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) [Rapports EDS Continue, 2012-2023].

Par ailleurs, un guide méthodologique publié en 2013 par le Centre d’Études Techniques de l’Équipement (CETE) Méditerranée explique comment exploiter les bases administratives telles que FILOCOM (Fichier Localisé des Consommations des Ménages) et MAJIC3 (mise à jour permanente des informations cadastrales) pour identifier les logements indignes (revenir sur les logements indignes). Ce guide insiste notamment sur la nécessité de compléter ces données administratives par des visites et enquêtes sur le terrain afin de garantir leur fiabilité, tout en prenant en compte les contraintes liées à la confidentialité et aux limites des fichiers fiscaux.

Essayer de montrer l’importance du logement pour donner de l’importance au sujet

Enfin, Philippe Antoine, dans un ouvrage publié par l’Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer (ORSTOM) en 1996, offre une typologie historique très utile. Il distingue quatre types d’habitat urbain en Afrique de l’Ouest - résidentiel, économique, évolutif et spontané – (définir les types de logement) et explique comment ces formes changent en fonction des dynamiques économiques et sociales, notamment sous l’effet de la crise économique des années 1980 qui a ralenti la croissance urbaine, densifié certains quartiers et créé des obstacles d’accès au logement pour les jeunes familles.

**Revue empirique**

Dans le contexte sénégalais, de nombreuses études récentes s’appuient sur ces fondations théoriques tout en exploitant des données classiques et innovantes. Assane N. Gadiaga et ses collaborateurs, dans un article publié en 2021 dans *Geospatial Health*, combinent une Analyse en Composantes Principales avec une classification hiérarchique en utilisant conjointement les données du recensement de 2013 et des images satellites à très haute résolution de 2015. Cette approche intégrée permet d’aller au-delà des seules caractéristiques du logement pour prendre en compte l’environnement urbain (densité, végétation, planification) et aboutit à l’identification de quatre profils distincts de quartiers à Dakar (donner les 4 profils distincts de quartiers et leurs caractéristiques). Leur analyse révèle que les quartiers dont la qualité du logement est la plus faible affichent un taux de mortalité nettement plus élevé, soulignant la dimension sociale et sanitaire de l’habitat. (un peu court)

Toujours en 2021, Till Koebe et son équipe développent et adaptent la méthode SPREE (Structure Preserving Estimation) pour actualiser annuellement les indicateurs de pauvreté multidimensionnelle entre deux recensements. Pour ce faire, ils intègrent des données satellite afin d’obtenir des estimations plus précises à petite échelle, appliquées au Sénégal entre 2013 et 2020. Leur méthode dévoile des nuances sociales importantes, par exemple un progrès moindre des ménages dirigés par des femmes bien que leur pauvreté soit moins marquée. Leur travail combine des indicateurs liés à la santé, à l’éducation et aux conditions de vie avec des données démographiques fines issues des images satellitaires. Toutefois, ils alertent sur la qualité variable des images et les difficultés d’harmonisation des données entre sources, ainsi que sur le manque de validation de ces données actualisées au niveau communal depuis 2013.

Enfin, les travaux de Kobiane rappellent que les indicateurs d’habitat sont plus sensibles pour distinguer les extrêmes sociaux (les plus pauvres et les plus riches) que pour capter les différences modestes au sein des classes moyennes. Toutes ces études réaffirment qu’une validation sur le terrain reste indispensable, bien que souvent difficile à mettre en œuvre, pour s’assurer que les indicateurs reflètent bien la réalité vécue. (Donner toutes les informations pays, année).

NB : ne pas donner de résultats dans la revue théorique.